CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n°17436 du 21 octobre 2008
dans l'affaire X / III

En cause : X

Domicile élu : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur,
et désormais par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 6 février 2008 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, qui demande la suspension et l'annulation du « refus de demande faite sur base de l'art.9 ter Loi du 15/12/1980 [sic] ».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance du 19 août 2008 convoquant les parties à comparaître le 14 octobre 2008.

Entendu, en son rapport, , .

Entendu, en observations, Me A. NIYIBIZI, avocat, qui comparaît la partie requérante, et N. CHEVALIER loco Me D. MATRAY, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. Le requérant a déclaré être arrivé en Belgique le 25 mars 2007. Le lendemain, il a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié. Le 30 mars 2007, l'Office des Etrangers a pris à cet égard une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire. Le 11 juin 2007, le Commissaire Général aux Réfugiés et aux Apatrides a pris une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire. Par son arrêt 2118 du 28 septembre 2008, le Conseil du Contentieux des Etrangers a décidé de ne pas reconnaître au requérant la qualité de réfugié et de ne pas lui octroyer le bénéfice du statut de protection subsidiaire.

1.2. Le 19 juin 2008, il a introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Le 20 août 2008, cette demande a fait l'objet d'une décision de recevabilité.

3. En date du 16 janvier 2008, la partie défenderesse a pris à son égard une décision de refus d'autorisation de séjour.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS :

Le requérant invoque un problème de santé nécessitant des soins en Belgique. Or, le dernier certificat médical en notre possession, rédigé par le médecin traitant du requérant en date du 20/09/2007, nous indique qu'aucun traitement médical n'est nécessaire actuellement. Le médecin-fonctionnaire de l'Office des Etrangers affirme, dans son rapport médical du 03/01/2008, que le requérant ne nécessite aucun traitement médical à l'heure actuelle, que la probabilité d'une aggravation de la pathologie est faible et que dès lors, rien ne s'oppose au retour de l'intéressé dans le pays d'origine. Le rapport médical du médecin-fonctionnaire est joint à la présente décision.

Sur base de ces éléments, nous concluons également que rien ne permet de constater que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne.

Par conséquent, il n'existe pas de preuve qu'un retour au pays d'origine ou de séjour soit une atteinte à la directive Européenne 2004/83/CE, ni de l'article 3 CEDH.

Quant aux arguments invoqués par l'intéressé, et étrangers au domaine médical, ces derniers ne peuvent être appréciés dans le cadre de la présente demande. L'intéressé peut toujours les faire valoir dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9bis de la loi du de la loi du [sic] 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 [sic]. En effet, les éléments non-médicaux invoqués ne relèvent pas de l'application de l'article 9ter.

2. Questions préalables.

2.1. En termes de requête, la partie requérante sollicite notamment de « mettre les dépens éventuels à charge de la partie adverse ».

2.2. En l'espèce, le Conseil confirme la teneur de ses premiers arrêts aux termes desquels « Force est de constater que dans l'état actuel de la réglementation, le Conseil n'a aucune compétence pour imposer des dépens de procédure » (CCE, arrêt n°553 du 4 juillet 2007).

Il s'ensuit que la demande formulée par la partie requérante à cet égard est irrecevable.

3. Examen des moyens d'annulation.

3.1.1. La partie requérante prend un moyen unique de « l'insuffisance ou absence de motivation violant ainsi l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de la violation de l'article 3 de la Convention de Sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la directive européenne 2004/83/CE, du principe général de bonne administration, de l'erreur manifeste d'appréciation et de principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause ».

Elle soutient que « [...] [...] la partie requérante a montré dans sa demande de son séjour [sic] que sa vie était en danger dans son pays ; [...] ; [...] ; Que ce rapport démontre que le requérant nécessite un traitement ultérieur en fonction de la progression de la maladie ; que face d'une [sic] diminution de la qualité de vie, d'une maladie chronique et qui ne peut pas être guérissable, l'on ne peut pas dire, sans commettre une erreur manifeste d'appréciation, qu'il n'y aura pas un risque réel de traitement inhumain ou dégradant

lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans le pays du requérant ; [...] ; Que le médecin fonctionnaire n'a pas pris soin d'examiner le requérant ; Que l'acte attaqué aboutirait inévitablement à priver le [sic] l'accès aux soins ; [...] ; Que la partie adverse ne pouvait donc donner [sic] prendre la décision attaquée sans méconnaître règles [sic] visées au moyen [...] ; ».

3.1.2. Sur l'unique moyen, selon les termes mêmes de l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en son paragraphe premier, premier alinéa, « L'étranger qui [...] souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou un risque réel de traitement inhumain et dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne [...] » peut demander une autorisation de séjour sur ce motif.

En vue de déterminer si l'étranger qui se prévaut de cette disposition répond aux critères ainsi établis, le second alinéa de ce paragraphe premier, porte que « L'étranger doit transmettre tous les renseignements utiles concernant sa maladie. L'appréciation du risque précité et des possibilités de traitement dans le pays d'origine ou dans le pays où il séjourne est effectuée par un fonctionnaire médecin qui rend un avis à ce sujet. Il peut, si nécessaire, examiner l'étranger et demander l'avis complémentaire d'experts ».

En l'espèce, le Conseil constate, suite à l'examen du dossier administratif, que si le médecin conseil de la partie défenderesse n'a pas jugé nécessaire de devoir examiner lui-même le requérant, celui-ci s'est entièrement fondé sur le rapport du médecin traitant du requérant pour motiver son propre rapport. Il rappelle que conformément à l'article 9ter, §1^{er}, alinéa 2, précité, le médecin conseil conclut son rapport de façon indépendante, dans le respect du serment d'Hippocrate, en estimant s'il y a lieu ou non, d'examiner le requérant. En effet, le législateur a choisi de ne pas rendre cet examen obligatoire, tenant compte du respect qui doit être accordée à chaque malade de son intégrité physique et mentale, notant que dans certaines circonstances, où « [...] l'état de santé de l'intéressé peut être clairement établi sur base de son dossier – [...] – il serait tout à fait déplacé d'enfermer celui-ci à des examens complémentaires » et que, si le certificat médical remis par la partie requérante estime que l'état de santé de l'intéressé « [...] n'est pas grave [...] », le médecin conseil peut estimer ne pas devoir procéder à un examen complémentaire (*Doc. Parl.*, Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n°2478/001, *Exposé des motifs*, p. 35).

Le Conseil relève également que la partie requérante ne conteste nullement les conclusions portées par ce rapport, entièrement fondés sur les éléments qu'il a déposés à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour et de l'attestation médicale complétée par son propre médecin. Ce dernier a indiqué que l'évolution de l'affection était « bonne » et a barré la rubrique consacrée aux « conséquences de la modification éventuelle de la situation médicale ». Il y a lieu également de relever que ce médecin indique que le requérant ne suit actuellement aucun traitement. Sur base de ces éléments, le médecin conseil de la partie défenderesse a, sans pour autant écarter l'hypothèse de son confrère quant à ce, conclut que « la probabilité d'une évolution vers la cirrhose est faible » et que « le patient n'a plus de raison médicale pour rester sur le territoire belge ». A noter également, que la partie requérante ne prétend pas non plus que l'état de santé du requérant ait évolué, dans un sens ou l'autre, depuis la prise de la décision attaquée.

Le Conseil relève également que les affirmations de la partie requérante, aussi bien dans sa demande d'autorisation de séjour qu'en termes de requête, selon lesquelles il n'existe aucun traitement adéquat dans le pays du requérant et que la décision attaquée prive le requérant d'accès aux soins, ne sont soutenues par aucun élément de preuve, et ne restent par conséquent, que de simples supputations sans fondement qui ne permettent pas de conclure que les conditions de fond de l'article 9ter, alinéa 1^{er} précité soient remplies.

Par conséquent, dès lors que l'évolution possible de la maladie dont est atteint le requérant, reste largement spéculative, le Conseil estime que la partie défenderesse en concluant, selon les termes mêmes de l'article 9ter précité que « rien ne permet de conclure que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne », n'a pas commis une erreur manifeste d'appréciation, ni violé les autres dispositions reprises au moyen.

3.1.3. Le moyen pris n'est pas fondé.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le vingt et un octobre deux mille huit par :

,

,

Le Greffier,

Le Président,

.